



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Quartier du Grand Vallon
13560 Sénas

Références : D-2025-0208

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006401323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Départementale 73A 13560 Sénas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des ICPE. Elle a également pour objet de procéder au récolement suite au courrier préfectoral du 16 mai 2024, actant l'installation temporaire d'une centrale d'enrobé à froid.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Départementale 73A 13560 Sénas
- Code AIOT : 0006401323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Lafarge Granulats exploite une carrière à ciel ouvert avec extraction à sec de matériaux colluvionnaires par engins mécaniques (chargeuses et pelles) sans tir de mines. La carrière est aussi autorisée à recevoir et traiter des DI pour valorisation et réaménagement.

Ces matériaux sont destinés à alimenter par campagnes, une installation mobile de broyage/concassage/criblage pour la fabrication de sables et graviers.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Évaluation des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, Article 2.3 - Bilan Annuel	Demande d'action corrective	30 jours
5	Typologie de déchets admis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, Article 2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Surveillance et conditions d'accès à l'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveau d'activité	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, Article 4	Sans objet
2	Nature des activités	Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, Article 1.2.1	Sans objet
4	Récolement Centrale d'enrobé à froid	Lettre préfectorale du 16/05/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater lors de sa visite des non conformités aux enjeux modérés vis-à-vis des émissions de poussières et des non conformités plus significatives vis-à-vis de l'admission de déchets non autorisés sur la carrière.

Toutefois, l'exploitant a mis rapidement en place des actions correctives, notamment l'évacuation des nombreux déversement de béton frais et laitance de béton sur l'aire de transit de la carrière.

L'inspection demande néanmoins à l'exploitant d'engager des actions correctives et de fournir les justificatifs associés afin d'éviter que ces irrégularités ne se reproduisent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, Article 4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté n°2016-370 C/PC du 05 octobre 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :À compter du 31 décembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2027, la quantité maximale de matériaux extraits est de 700 kt (kilotonnes) pour une production annuelle moyenne de 100 kt.
Constats : L'inspection a constaté lors de sa visite que pour l'année 2024 (rapport d'activité) la quantité de matériaux criblé/concassé est de 55 402 T. L'exploitant n'était cependant pas en mesure de présenter un plan topographique avec différence de cubature et mention du volume réel extrait. Ultérieurement à la visite, en date du 12/03/2025, l'exploitant a transmis un courrier explicatif et un plan topographique faisant apparaître un volume réel d'extraction de 28 798m3 avec une densité moyenne de 1,8t/m3, soit 51 837 tonnes estimées. Le tonnage extrait en 2024 est conforme à la valeur annuelle moyenne de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, Article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée : 2510-1 Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, Régime Autorisation 2515-1a) .1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage,pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres,cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de CRE non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. (La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW, Régime Enregistrement avec puissance maximale installée de 1050 kW 2517-1 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 30 000 m ² , Régime Autorisation
Constats : L'inspection a constaté lors de sa visite que l'emplacement de l'installation de concassage/criblage n'a pas changé, il s'agit d'une installation de concassage criblage mobile d'une puissance de 354 kW (machine : GIPOREC R 131 FDR GIGA DA) La station de transit est au même endroit que l'installation de criblage / concassage. Il est cependant à noter que la surface d'emprise de la rubrique 2517 ainsi que l'emplacement de la rubrique 2515 ne sont pas mentionnés sur le plan des installations. Ce point est non conforme à la réglementation. Afin de lever ce constat, ultérieurement à la visite, en date du 12/03/2025, l'exploitant a transmis

un courrier explicatif et un plan des installations faisant apparaître les usages et destination des bâtiments, les ateliers, la centrale à béton ainsi que l'aire de transit.

La rubrique 2510 - Exploitation d'une carrière, présente une activité bien conforme aux périmètres d'exploitation et d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Évaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, Article 2.3 - Bilan Annuel

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

2.3 - Bilan annuel

Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées. Les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont renseignées annuellement dans la base GEREPE conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et canalisées faite au point 2.2.2 est renseignée dans la base GEREPE si les seuils de déclaration sont dépassés.

Constats :

L'inspection a pu consulter le rapport des mesures d'empoussièrement sur place, il en ressort les valeurs suivantes (en moyenne annuelle glissante):

-Trimestre 1 2024:

Au plus élevé, sur la jauge type B (J4), une valeur de 214mg/m²/j (en deçà des 350mg/m²/j prescrit)

-Trimestre 2 2024:

Au plus élevé, sur la jauge type B (J4), une valeur de 222,6mg/m²/j (en deçà des 350mg/m²/j prescrit)

-Trimestre 3 2024:

Au plus élevé, sur la jauge type B (J4), une valeur de 177mg/m²/j (en deçà des 350mg/m²/j prescrit)

-Trimestre 4 2024:

Au plus élevé, sur une autre jauge de type B (J2), une valeur de 115,09mg/m²/j (en deçà des 350mg/m²/j prescrit)

Le Plan de surveillance des émissions de poussières (PSEP) consulté sur place fait apparaître des manques ou des erreurs. Il est nécessaire de le mettre à jour.

L'exploitant indique à l'inspection qu'il n'y a pas eu d'alerte de niveau N1 et N2 durant les 3 précédents mois.

Lors de l'inspection, il a été constaté l'émission d'un nuage de poussières conséquent au niveau du concasseur/cribleur. L'Inspection a demandé à l'exploitant de prendre des mesures immédiates et d'expliquer cette situation.

Celui-ci a réagi immédiatement en stoppant le concassage dans l'attente du passage de l'arroseuse mobile pour humidifier les tas de matériaux.

Ultérieurement à la visite, en date du 12/03/2025, l'exploitant a transmis un courrier explicatif et

son PSEP mis à jour. La non-conformité liée au PSEP est donc levée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant la maîtrise des émissions de poussière (notamment au niveau du concasseur cribleur), l'inspection demande qu'un rappel des consignes soit effectué auprès du prestataire ayant la sous-traitance de ces opérations. L'exploitant devra transmettre le compte rendu ou la note de ce rappel à l'inspection sous 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Récolement Centrale d'enrobé à froid

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 16/05/2024
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée : 1 - respect de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : "Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid " ; 2 - durée maximale de deux mois, à compter du 29 avril 2024, pour l'autorisation d'exploiter des centrales mobiles d'enrobés à froid sur ce site (rubriques 2521-2-b / 4801-2 / 2910-A) ; 3 - respect de l'unique zone d'implantation des centrales portée au dossier du pétitionnaire, à savoir parcelles identifiées DK44, DI47 et DI75 ; 4 - respect des nombres de rotations trafic poids lourds suivantes : * 37 rotations PL en moyenne journalière sur la campagne globale, * de manière exceptionnelle, le nombre maximum de rotations PL pourra atteindre 45 rotations / j sans remettre en cause la moyenne journalière sur la campagne globale ; 5 - fourniture d'un procès verbal d'état des lieux entrant et sortant entre le pétitionnaire et l'exploitant de la centrale d'enrobé avec photos de remise en état ; 6 - inscription dans un registre, des relevés de consommation d'eau de la citerne souple pour la centrale d'enrobé, suivants données du compteur ; 7 - interdiction de rejet d'effluent aqueux issus du lavage de l'installation, dans le réseau public ou le milieu naturel et fourniture des bordereaux d'évacuation vers la filière agréée.
Constats : Du rapport qu'a pu consulter sur place l'inspection, il ressort que la centrale d'enrobé à froid a été installée le 23 avril sur la zone identifiée, a commencé à produire le 29 avril et a été démontée le 29 mai avec un enlèvement au 30 mai 2024. Ce rapport fait également mention de 11 rotations PL en moyenne sur la campagne (d'après l'exploitant) pour 37 rotations PL autorisées dans le courrier préfectoral et 45 rotations PL en pic journalier. La consommation d'eau pour la centrale a été suivie pour chaque chantier et s'élève à 101,85 m3 sur l'ensemble de la campagne d'enrobé à froid. Ces éléments sont conformes au courrier préfectoral du 16 mai 2024, autorisant l'exploitation temporaire d'une centrale mobile d'enrobé à froid pour les besoins de chantier routier.

<p>L'inspection a pu constater que le lieu d'implantation de la centrale d'enrobé a été remis en état de manière satisfaisante.</p> <p>La transmission des bordereaux d'évacuation des eaux souillées suite au départ de la centrale d'enrobé n'a pu être consulté par l'inspection.</p> <p>Ultérieurement à la visite, en date du 12/03/2025, l'exploitant a transmis un courrier explicatif et un courrier du sous-traitant de la centrale (Guintoli, daté du 4 mars 2025), mentionnant que le nettoyage de celle-ci n'a pu se faire sur place et donc que la production d'eau de process souillée n'a pas eu lieu. Le sous-traitant indique dans son courrier que la centrale a été démontée au plus vite pour une remise en service sur un autre site. D'après le sous-traitant, l'entretien / nettoyage de la centrale d'enrobé à froid ne s'effectue pas lorsqu'il y a un redéploiement direct sur un autre site (dans ce cas présent).</p> <p>Cette non-conformité est donc levée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Typologie de déchets admis

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, Article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des Eaux Souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs. <p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté par l'inspecteur, lors de la visite de la carrière, la présence de nombreux (26 à minima) déversements de béton frais et laitance de béton (comprenant pour certains des fibres et éventuellement certains adjuvants) a même le sol sur l'aire de transit de la carrière. Certains sont recouverts en partie de gravats, un merlon de terre a été créé pour l'un d'entre eux afin de</p>

constituer une forme de cuvette/piscine pour y déverser un volume important de béton, en plusieurs fois.

Ces déchets auparavant liquide ou dont la siccité est inférieure à 30%, ne sont pas autorisés à être admis ou stockés sur l'installation.

L'inspection a constaté le déversement d'une toupie à béton de la société CFK2 durant la visite d'inspection (béton frais sur le sol).

Suite aux questions de l'inspection, le chauffeur de la toupie indique être un sous-traitant de Lafarge Béton et répond qu'il a l'autorisation du responsable de la centrale à béton (appartenant au groupe Lafarge) de déverser sur cette zone les restes de béton des toupies (de manière habituelle).

Au vu des volumes en jeu, l'hypothèse d'une pratique habituelle pour les chauffeurs de toupie est jugée plausible par l'Inspection.

Le responsable de la carrière, reconnaît l'interdiction d'admission de ce genre de déchet (béton frais et laitance de béton) sur son périmètre d'autorisation de la carrière et assure avoir mis à disposition des bennes prévues à cet effet.

L'inspection demande au responsable de faire cesser immédiatement tout déversement de béton ou laitance de béton sur la carrière. Des installations doivent être prévues à cet effet au sein de la centrale de béton, afin de traiter ce genre de déchets.

Il est demandé en outre, les actions envisagées par l'exploitant. Celui-ci s'engage à cesser immédiatement tout déversement, à retirer l'intégralité des zones concernées dès ce jour et à en fournir la preuve, à provoquer une réunion avec Lafarge Béton et à transmettre le compte rendu de celle-ci, à réaliser des prélèvements de sol pour analyse des paramètres physico-chimique.

Ultérieurement à la visite, en date du 12/03/2025, l'exploitant a transmis un courrier explicatif précisant les actions mises en œuvre.

Il est notamment relevé dans ce courrier et ses annexes que l'enlèvement des zones concernées par le déversement a été fait le jour même, soit le 25/02/2025 (fourniture de photographie). Les terres susceptibles d'être polluées ont été évacuées vers une filière agréée par mesure de précaution le 26/02/2025 (fourniture de bordereaux de suivi de déchets). Le prélèvement des sols pour analyse a été effectué le 27/02/2025. Par courriel du 13/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la société ARES qui conclut que les résultats sont conformes au référentiel sélectionné, et permet de considérer que les terres prélevées aux abords des zones d'excavation des déchets non autorisés ont bien un caractère inerte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à mener les actions de son choix (communication, affichage, travaux, etc) afin de stopper ces pratiques non conformes. Il justifie leur mise en œuvre sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance et conditions d'accès à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Accès au site
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : En lien avec le précédent point de contrôle, l'inspection constate que les barrières d'entrée du site (périmètre d'autorisation et d'exploitation) sont ouvertes, que la centrale à béton est au sein même du périmètre d'autorisation de la carrière et qu'il n'y a aucune barrière physique ou signalisation empêchant les toupies à béton de pénétrer sur la zone de transit (rubrique 2517) et de concassage criblage (rubrique 2515). En effet, ni panneau, ni éléments physique (barrière, portail,etc) empêchant l'accès ne sont présents. Ultérieurement à la visite, en date du 12/03/2025, l'exploitant a transmis un courrier explicatif précisant les actions mise en œuvre afin que cette situation ne se reproduise pas. Il est prévu, outre une communication auprès des salariés et intervenants, la mise en place de panneaux d'affichage informant que l'accès à la carrière est interdit aux toupies à béton ainsi qu'un fléchage renforcé et une vidéo-surveillance renforcée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se doit d'assurer la surveillance, directe ou indirecte, par une personne nommément désignée, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les barrières situées en entrée du site doivent être maintenues fermées pour éviter tout accès libre aux installations. Les personnes étrangères à l'établissement (centrale à béton) ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations de la carrière. L'exploitant doit transmettre une note indiquant les actions qu'il a menées sous 2 mois (communication, accès, panneaux, vidéo surveillance renforcée...), accompagnée de preuve photographique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois